



**dossier n° DP 078 520 20 M0034**

**date de dépôt :** 17 décembre 2020

**demandeur :** M. MERCIER Jean-Michel

**pour :** mise en conformité de la véranda

**adresse terrain :** 4, route de Gressey, à Richebourg (78550)

**cadastré :** J-161

## ARRÊTÉ

### de non opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de Richebourg

**Le maire de Richebourg,**

Vu la déclaration préalable présentée le **17 décembre 2020**, par **M. MERCIER Jean-Michel** demeurant **4 route de Gressey à Richebourg**, pour un terrain situé à la même adresse ;

VU l'objet de la déclaration : **mise en conformité de la véranda**.

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 juin 2017 ;

## ARRÊTE

### Article 1

**Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.**

Fait à Richebourg, le 11 janvier 2021

Le maire-adjoint,



Julien GRENOT



Arrêté transmis en Préfecture, le 11/01/2021 et affiché en Mairie le 11/01/2021.

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

**Durée de validité de la déclaration préalable :** conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision

juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :** il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**Délais et voies de recours contre la présente lettre :** le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.